

Unité départementale de l'Isère  
Pôle Contrôles techniques, Sols et Sous-sol  
17 boulevard Joseph Vallier  
38030 Grenoble

Grenoble, le 25/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN**

GRAND PRE  
38190 LE CHAMP PRES FROGES

Références : 2022-Is046SS

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN implanté GRAND PRE 38190 LE CHAMP PRES FROGES. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site LCG à Champ près froges s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de controle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN
- GRAND PRE 38190 LE CHAMP PRES FROGES
- Code AIOT dans GUN : 0006100844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière LCG de Le Champ près Froges est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2015-12-54 du 24 décembre 2015 pour les rubriques suivantes:

- n°2510 pour une carrière d'une capacité de production annuelle maximale de 273 000 t;
- n°2515 pour une puissance installée de machines concourant au fonctionnement de l'installation de 916 kW;
- n°2517-1 pour une superficie maximale de 40 000 m2.

La production du site est entièrement destinée à la commercialisation pour la fourniture des clients de la société LCG.

Le site fait l'objet d'un remblayage avec des matériaux inertes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

contrôle des suivis réglementaires prescrits

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 6	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
registres et plans	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 12	/	Sans objet
clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 18	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 19.2	/	Sans objet
moyen de pesée	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 19.5	/	Sans objet
limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 23	/	Sans objet
extraction	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 24.1	/	Sans objet
eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 35.3.5	/	Sans objet
plan de gestion des déchets internes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 41	/	Sans objet
conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 47	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement géré par l'exploitant. Les différentes mesures de suivi prescrites par l'arrêté préfectoral sont réalisées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des garanties financières pour la seconde période (2020-2024) est de 617 277 euros
<b>Constats :</b> Les garanties financières sont à jour (période 2020-2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau, - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,...), - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction, - les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan.
<b>Constats :</b> Le plan est établi et la dernière mise à jour date du 20 décembre 2021. Les différentes zones identifiées par l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation figurent sur le plan
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.  L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.
<b>Constats :</b> Les zones en cours d'exploitation sont protégées des intrusions par une clôture ou par un merlon ou par un fossé profond (chantourne). L'objectif est atteint. Les deux entrées du site (principale et secondaire) disposent d'un portail fermant à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur
<b>Constats :</b> Les bornes délimitant le périmètre de l'autorisation sont en place et sont reportées sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : moyen de pesée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> A proximité de l'accès principal à la carrière, ainsi que sur l'aire de réception des camions, sont implantés des dispositifs de pesée de granulats et des remblais, munis d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage des granulats et des remblais sortant ou entrant de l'installation.
<b>Constats :</b> Un pont-basculé est présent sur le site et les engins de chargement sont équipés d'un système de pesage par peson.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : limite des excavations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur s'établit à 50 mètres. Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les stockages de matériaux seront disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux.
<b>Constats :</b> Les limites de 50 mètres par rapport au lit mineur de l'Isère et de 30 mètres par rapport à la canalisation SPMR sont respectées et reportées sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 24.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 210 m NGF. Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. L'extraction aura lieu à une profondeur de 16 m soit par rapport au niveau naturel des terrains soit à la cote 214 m NGF. À titre exceptionnel elle pourrait descendre à la cote 210 m NGF en fonction de la qualité du gisement.
<b>Constats :</b> Les cotes d'extraction figurent sur le plan d'exploitation. La cote la plus basse dans l'eau est de 215,5 mNGF. Aucune extraction jusqu'à la cote 210 mNGF n'a été réalisée à ce jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 35.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi (permettant à la fois la mesure de niveau et le prélèvement pour l'analyse) comportant 3 ouvrages amont et 3 ouvrages aval. D'une profondeur variant entre 17 mètres et 29 mètres, ils permettent une surveillance des eaux souterraines. La surveillance comprend : • une mesure du niveau d'eau tous les mois sur les six piézomètres, • une mesure de l'ensemble des paramètres définis en annexe 4, deux fois par an, l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux sur les piézomètres numéros deux et cinq.
<b>Constats :</b> Le niveau de la nappe est relevé une fois par mois sur les 6 piézomètres de suivi du site. Une analyse qualitative est effectuée semestriellement sur les piézomètres n° 2 et 5. Les résultats (laboratoire TAW environnement) des analyses de l'année 2021 (juin et décembre) ne montrent pas d'anomalies. L'exploitant vérifie annuellement, de manière volontaire, la présence ou pas d'hydrocarbures dans l'eau du plan d'eau. Elle n'appelle pas de remarques particulières. Aucune trace d'hydrocarbures n'est détectée dans l'eau du plan d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : plan de gestion des déchets internes et terres non polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière a été révisé le 28 février 2022 et transmis à l'inspection des installations classées. Il n'appelle pas de remarques particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** conditions d'admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Prescription contrôlée :</b> déchets admissibles. Document préalable. Procédure d'acceptation préalable. Contrôle d'admission. Accusé de réception et refus de déchets. Registre d'admission
<b>Constats :</b> Un panneau disposé à l'entrée du site indique les déchets inertes admissibles. Les documents (documents préalables et document d'acceptation préalable ) sont établis par l'exploitant. Le document établi comporte les informations suivantes : date, site d'accueil, propriétaire des déchets, transporteur, identification du chantier, quantité prévisible, type de matériaux avec le code déchet, informations diverses (test de lixiviation le cas échéant, caractère industriel ou non du chantier, visite préalable...) A l'arrivée sur la carrière, les matériaux sont déposés sur une plateforme pour être ensuite poussés par un engin. Le conducteur de l'engin est chargé d'un examen visuel et olfactif des matériaux. Il note sur un registre les éléments suivants : nom du transporteur, immatriculation du camion, quantité de matériaux en fonction du type de véhicule (camion 4, 6 ou 8 roues, semi-remorque...) et les coordonnées géographiques du lieu de dépôt (numéro du casier en cours de remblayage). Ces informations sont reprises tous les soirs dans le registre d'admission informatique des déchets inertes. L'exploitant a mis en place un programme d'analyses inopinées des déchets inertes sur leur lieu de production ou à la réception. En moyenne, une analyse est effectuée tous les mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet